



GOUVERNEMENT

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Édition France  
17.11.2025, Paris

Choose  
France™

# Un Sommet pour l'investissement en France

17 novembre 2025  
Maison de la Chimie – Paris  
Elysée

## Éditorial d'Emmanuel Macron, président de la République



Il n'y a pas de fatalité. S'il est un enseignement du combat mené depuis 2017 pour nos industries, nos entreprises, nos emplois, nos territoires et nos talents, c'est bien celui-là. A travers des réformes ambitieuses, de la constance et de la cohérence, nous avons su devenir le pays le plus attractif pour les investissements, augmenter notre taux d'emploi, réduire considérablement le chômage de tous, et en particulier celui des plus jeunes. Nous avons aussi inversé la pente de la désindustrialisation en recréant des usines. Dans un contexte politique nouveau, je veux prendre ma part de cet effort d'énergie et de mobilisation, qui doit réunir élus, entreprises, industriels, ingénieurs, toutes les forces de la France, dans tout le territoire, de la métropole et de nos outre-mer.

En effet, après avoir suscité ce mouvement historique d'investissement étranger en France, nous voulions initier cette édition française de « Choose France ». Parce que les changements géopolitiques profonds, nés de l'épidémie, des crises de la mondialisation, des tensions internationales, doivent nous inciter à accélérer nos investissements et déployer notre base productive plus encore en France et en Europe. Ne plus déléguer à d'autres tout ce que nous consommons, de la santé à l'énergie, de notre alimentation à nos modes de transport. Dans ce temps d'urgence et de crise, nous devons ainsi avancer dans la conquête de notre souveraineté. Dans cette bataille, la patrie a besoin du talent, de la détermination et du courage de tous. Voilà pourquoi c'est aux investisseurs français, aussi, à leur tour, comme tant d'entre eux le font déjà, de faire le pari de la France.

Je le dis ici : c'est à coup sûr un pari gagnant. Nous disposons d'infrastructures, de talents, d'une énergie abondante et peu chère, et d'une formidable envie de faire. De nos industries critiques aux services les plus innovants, nos modes de vie et de production du prochain quart de siècle seront produits ici, chez nous. Nous voulons donc accompagner nos grands groupes, ETI et PME français pour faire vivre ce mouvement d'investissement en France. C'est ainsi, en investissant dans tous nos territoires, en y apportant emplois bien rémunérés, force industrielle, fierté et rayonnement, que le vertige du déclin sera conjuré, comme nous nous y employons depuis 2017.

Pour cela, le cadre de confiance est essentiel. Il suppose de garder de la cohérence, de retrouver ambition et agilité en Europe, avec des mouvements de simplification, de remettre de la loyauté et de l'équité dans nos échanges commerciaux, de protéger et valoriser pleinement notre marché européen, de favoriser nos talents, des artisans aux ingénieurs, de ne rien lâcher sur nos efforts de formation. Investir en France c'est aussi faire le pari de l'élan créatif et de l'excellence de notre jeunesse. Ce pari, aussi, est gagnant, assurément.

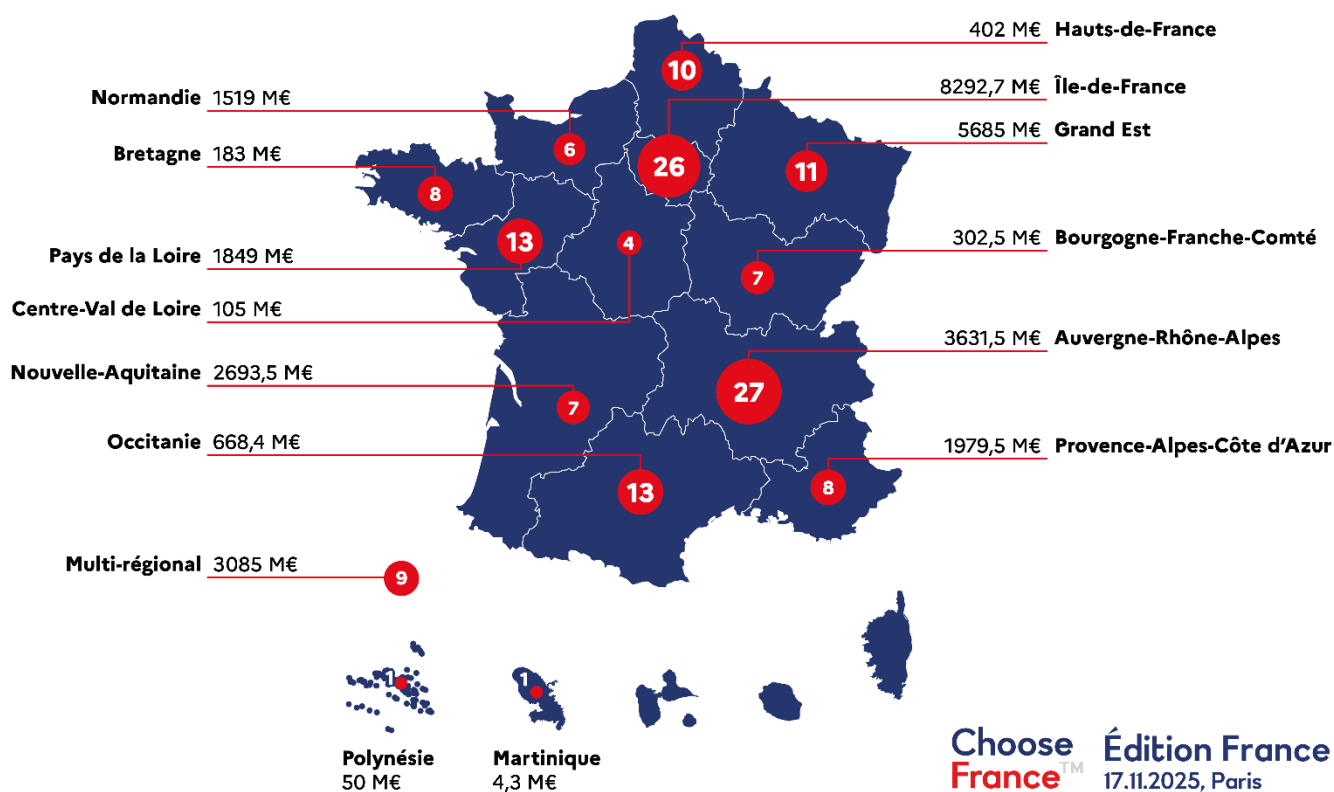
Je le redis, il n'y a pas de fatalité. Cette édition va permettre de dévoiler de grands projets qui dessineront le paysage de notre Nation et de son industrie, décarbonée, compétitive, créatrice d'emplois. Alors, choisissons la France, notre jeunesse, nos territoires et nos talents. Bonne célébration de « Choose France, édition France » à toutes et tous !

## Ils ont choisi d'investir en France en 2025

Des millions d'entreprises investissent chaque année en France. Ce Sommet rassemble des entreprises françaises, invitées en raison de leurs investissements réalisés ou décidés en 2025, que ce soit des projets d'usines ou d'extensions, des partenariats entre PME et grands groupes ou encore des levées de fonds. Ces investissements représentent une diversité de secteurs, de territoires et de profils d'entreprises.

Ce Sommet incarne des entreprises qui ont 151 annonces d'investissement en France, représentant un total de 30,4Mds.

Carte des investissements valorisés dans le cadre  
de Choose France - Édition France 2025



Choose France™ Édition France  
17.11.2025, Paris

Région	Entreprise
<b>Auvergne- Rhône-Alpes</b>	3Wayste
	Adisseo France
	Derichebourg
	Elyse Energy
	Groupe Altitude
	Gse
	Iten
	Limagrain
	MagReesource
	Mga Technologies
	Michelin
	MinMaxMedical
	Netri
	Nigay
	Novium
	Pracartis
	Safran
	Scintil Photonics
	Sesterce
	Stellaria
	Thebault
	TiHive
	Turenne Capital
	Verdot
	Vicat
	Wimi
<b>Bourgogne- Franche-Comté</b>	Aérométal
	Bordet
	FaiveleyTech
	Groupe Atlantic
	Mayoly
	Rikksen (Groupe Soprema)
<b>Bretagne</b>	Urgo
	Agriloops
	Altho
	Cailabs
	Codilab
	Exail
	Sigmaphi
	Sweetch Energy
	Technature
<b>Centre-Val de Loire</b>	Damman Frères
	Intact
	Martin Pouret
	MBDA

Région	Entreprise
<b>Grand-Est</b>	Agora Makers
	Alsapan
	Altaroad
	Arverne Group
	Clarins
	Eclairion
	Holosolis
	Leanspace
	OVH
	Q Energy
	Véolia
<b>Hauts-de-France</b>	Aluminium Solutions Group
	Battri
	Crystalrod
	GPA
	Innovafeed
	L'Oréal
	Neocem
	Nexans
	Opella
	P3G Group
<b>Ile-de-France</b>	Aldoria
	Astraveus
	BackMarket
	Brevo
	Data4
	Enalees
	FDJ United
	Filigran
	Iliad (Opcore)
	Ipsen avec Imcheck Therapeutics
	Majelan X
	Mistral AI
	Paprec
	Pasqal
	Reekom
	Schneider Electric France
	Septodont
	Servier
	Skynopy
	Standing Ovation
	Sweep avec Capgemini
	Thésée Datacenter
	Turboself Groupe
	Waat
	Wandercraft
	Harmattan AI

Région	Entreprise
<b>Martinique</b>	SHBiotech / Kadalys
<b>Normandie</b>	Bridor
	CSBT
	Lunor Distribution
	Pochet du Courval
	Qair
	Verso Energy
<b>Occitanie</b>	Aubert & Duval
	Catana Group
	Comat
	Infinite Orbits
	Load stations
	LookUpSpace
	Microphyt
	Pierre Fabre
	Siat
	U-Space
	Whylot
	Ze-Watt
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	Airbus Helicopters
	Ancycla
	Gojob
	GravitHy
	GSE
	Imcheck
	TotalEnergies
	V. Mane Fils Sas
<b>Pays de la Loire</b>	Armor Group
	Bel
	Coralium
	Eviden
	Hynamics
	Liebot
	Looping Group
	My Pie
	NGE (Montefiore)
	Pack'r
	Sans technologies (Okama)
	Séché
	STMicroelectronics

Région	Entreprise
<b>Multi-régional</b>	Les Mousquetaires
	Stellantis
	Fnac Darty
	Groupe Canal+
	Sncf avec Cepovett
	Synox
	Mérieux Equity Partners
	Siparex
	Sanofi

## Chiffres clés – 1<sup>ère</sup> de Choose France – 1<sup>ère</sup> édition :

### Indicateurs quantitatifs :

# 151

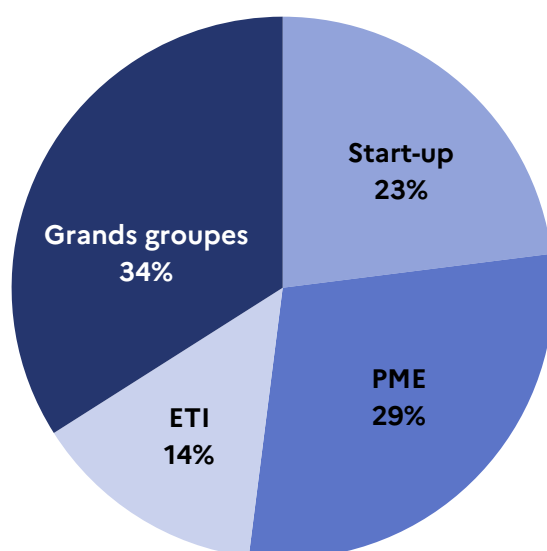
#### Investissements en France

121 déjà annoncés ; 30 nouveaux  
représentant près de 10Mds€

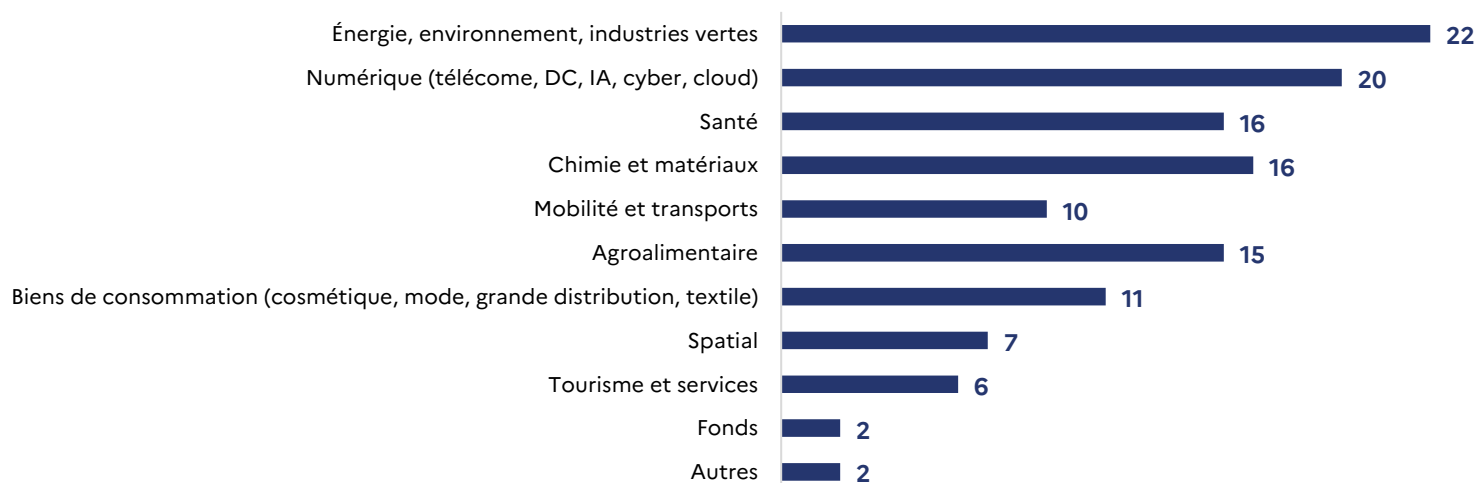
# 30,4 Md€

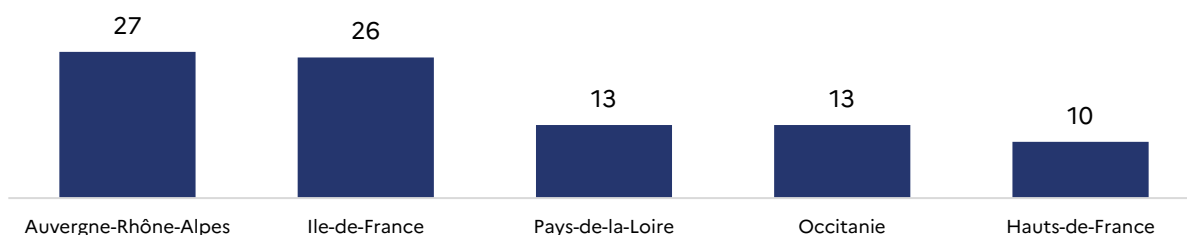
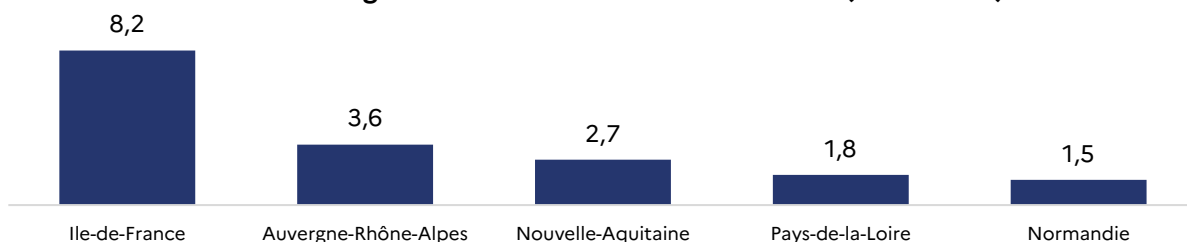
#### d'investissements dans tous les territoires

### Répartition par profil d'entreprises :



### Répartition des projets au sein des 8 secteurs suivants :



**Premières régions en nombre de projets****Premières régions en montants d'investissements (en Mds d'€)****Un Sommet pour échanger avec les acteurs économiques du pays**

**L'événement rassemble tous les acteurs économiques de la dynamique d'investissement en France :**

- 148 entreprises (qui portent au total 151 projets) ayant fait le choix d'investir en France, que ce soit pour créer une usine, réaliser de la R&D, acheter de produits ou services auprès de sous-traitants français, ou qui ont ouvert une usine en 2025
- Plus de 100 dirigeants d'entreprises présents
- Plus de 20 fédérations professionnelles d'entreprises (MEDEF ; AFEP ; METI ; France Industrie ; CPME ; UIMM ; CCI France ; CMA France ; France Digitale ; Start Industrie) et des financeurs privés (Fédération française des banques ; France Invest)
- Des investisseurs privés

**Cette dynamique d'investissement est également soutenue par l'Etat et les collectivités territoriales. A ce titre, sont également présents :**

- Des membres du Gouvernements présents, dont le Premier ministre
- Et les principaux opérateurs publics en charge de l'accompagnement des entreprises

## Sommaire

### **Choose France – Édition France : un nouveau sommet destiné à valoriser les entreprises françaises qui produisent, investissent et achètent en France .....9**

Soutenir l'investissement des entreprises françaises .....9

Le programme de l'événement .....11

### **Choose France – Édition France : la France investit dans son économie .....13**

Pour sa souveraineté industrielle ..... 13

Pour développer l'industrie circulaire et une offre compétitive de produits plus durables..... 17

Pour sa souveraineté énergétique et sa décarbonation ..... 19

Pour sa souveraineté numérique (IA, *data centers*, quantique, cybersécurité, *cloud*) ..... 21

Pour sa souveraineté spatiale .....25

Pour ses territoires et l'économie de proximité .....27

Une dynamique d'investissement soutenue par l'Etat, les collectivités territoriales  
et les financeurs privés .....29



# Choose France – Edition France : un nouveau sommet destiné à valoriser les entreprises françaises qui produisent, investissent et achètent en France

## Soutenir l'investissement des entreprises françaises

L'événement « Choose France - Edition France » a pour objectif de mettre à l'honneur des entreprises françaises qui ont fait le choix d'investir en France en 2025. Il intervient dans un contexte économique particulier dans lequel les entreprises ont plus que jamais besoin d'un soutien de l'Etat et des collectivités pour continuer à investir. Cet événement constitue un point d'orgue d'un mois de novembre placé sous le signe de l'investissement, avec la Grande Exposition du Fabriqué en France à l'Elysée (15-16 novembre) et la Semaine de l'industrie (du 17 au 23 novembre).

### L'économie française demeure solide :

- La croissance économique s'est accélérée au troisième trimestre 2025 : selon les estimations publiées par l'INSEE, le produit intérieur brut (PIB) en volume marque une accélération au troisième trimestre 2025 en augmentant de 0,5 % par rapport au trois mois précédents (+ 0,3 %). Une croissance notamment portée par les exportations et la production totale.
- En matière d'attractivité, la France reste, pour la 6<sup>e</sup> année consécutive, le pays où se sont réalisés le plus grand nombre d'investissements internationaux en 2024, représentant 1 025 projets d'investissements, tous secteurs confondus (source : Baromètre EY de l'Attractivité de la France 2025). Sur le plan industriel, la France conserve la 1<sup>re</sup> place européenne en 2024 pour le nombre d'implantations et extensions d'usines.
- Au deuxième trimestre 2025, l'emploi dans l'industrie manufacturier s'établissait à un niveau supérieur de 5,66 % à celui de 2017 (+136 800 emplois). Il s'est cependant orienté à la baisse depuis le début de l'année 2025 (-6 700 emplois salariés en équivalents temps pleins nets des créations, soit -0,3 %).
- La part du tourisme dans le PIB de la France retrouve presque son niveau de 2019. En 2022, la part du tourisme dans le PIB représente 3,6 %, soit 0,6 point de plus qu'en 2021. Après avoir fortement diminué durant la crise sanitaire de Covid-19, cette part se rapproche ainsi de son niveau de 2019 (3,9 %). Entre 2021 et 2022, la valeur ajoutée brute directe du tourisme augmente dans toutes les activités, elle dépasse même son niveau d'avant-crise dans les activités de transport, les activités culturelles et l'hébergement (source : INSEE<sup>1</sup>).
- Les entreprises peuvent s'appuyer sur un écosystème français de recherche d'excellence au meilleur niveau mondial (exemples : deux nouveaux prix Nobel en 2025) structuré pour favoriser le transfert de connaissances scientifiques favorisant ainsi l'innovation et leur compétitivité. Ces relations se nouent dans le cadre de nombreux partenariats de recherche entre laboratoires académiques et acteurs socio-économiques. Ce dynamisme est en outre à la source de nombreuses start-ups deeptechs issues des laboratoires publics de recherche capables de se développer au plus proche de la frontière technologique et d'apporter de nouvelles solutions aux entreprises établies.

---

<sup>1</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8258470>

## Un besoin permanent de soutenir l'investissement des entreprises pour renforcer leur compétitivité :

- La compétitivité des entreprises industrielles est un facteur déterminant de leur capacité à se maintenir dans un contexte de forte concurrence internationale et à continuer à se développer. Alors que l'industrie manufacturière française a connu une hausse régulière de sa productivité, elle connaît depuis 2019 un recul, notamment en raison de la hausse des coûts de production (matières premières, prix de l'énergie, etc) et de facteurs liés au travail (difficultés de recrutement, recrutement de personnels moins qualifiés, etc).
- La modernisation et l'augmentation du taux d'utilisation des technologies numériques, notamment l'intelligence artificielle (maintenance prédictive; automatisation, réduction consommation d'énergie) et la robotique, permet de baisser les coûts de la production, d'améliorer la qualité et de se positionner sur des produits à plus forte valeur ajoutée, et donc in fine la compétitivité.
- En 2024, le taux d'investissement de l'industrie manufacturière française s'établit à 21,7 %, marquant une baisse par rapport à 2023 de 0,3 points de pourcentage, mais il reste supérieur de 2,4 points à sa moyenne des 35 dernières années

## Un besoin de renforcer la protection des entreprises françaises et européennes face à la concurrence internationale :

- Le soutien à la compétitivité mis en place par l'Etat doit nécessairement aller de pair avec le rétablissement d'un cadre de concurrence équitable avec les pays-tiers et propice au développement des chaînes de valeurs européennes, pour renforcer la souveraineté et la résilience de notre industrie.
- Le secteur automobile incarne cette ambition avec la construction d'une filière européenne de véhicules électriques et de batteries soutenue par d'importants investissements publics et privés.
- Le développement de cette chaîne de valeur conditionne la place industrielle de l'Europe dans la transition écologique et technologique. La valorisation des productions à fort contenu européen constitue un levier essentiel de compétitivité, d'emploi et de souveraineté industrielle.

## Le programme de l'événement

L'événement est construit autour de deux séquences :

### Maison de la Chimie : un temps de rencontres et d'échanges pour les entreprises

Cette première séquence est organisée autour de trois objectifs :

- Créer des opportunités de rencontres entre entreprises, au travers des rendez-vous individuels entre dirigeants présents, mais également entre entreprises et décideurs publics, avec des rendez-vous individuels entre entreprises et membres du Gouvernement.
- Six sessions thématiques sont organisées pour créer un temps d'échanges entre un membre du Gouvernement et une quinzaine de dirigeants d'entreprises, sur une thématique d'investissement ;
- Donner des perspectives sur les orientations du Gouvernement pour soutenir l'investissement et sur les attentes des entreprises, avec des interventions de fédérations professionnelles en plénière de clôture

#### Programme

**12h35 – 12h50**  
amphithéâtre Lavoisier  
(1<sup>er</sup> étage)

Allocution de **Roland Lescure**, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

**12h50 – 13h50**  
salle de réception  
(1<sup>er</sup> étage)

Cocktail déjeunatoire

**14h – 17h**  
salles 151 et 162  
(1<sup>er</sup> étage)

Échanges thématiques

- **14h – 14h45**  
« Comment sécuriser nos chaînes de valeur et approvisionnements stratégiques face aux tensions commerciales ? », présidée par **Nicolas Forissier**, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité.  
« Budget 2026 : construire le compromis, pour la stabilité et l'investissement », présidée par **Amélie de Montchalin**, ministre de l'Action et des Comptes publics, **en présence du Premier ministre**.
- **15h – 15h45**  
« Combiner préférence européenne et compétitivité : une stratégie pour l'avenir », présidée par **Sébastien Martin**, ministre délégué chargé de l'Industrie.  
« Renforcer la souveraineté numérique et œuvrer pour l'adoption de l'IA : un cap clair pour une économie plus productive et plus sûre », présidée par **Anne le Hénanff**, ministre déléguée chargée de l'Intelligence artificielle et du Numérique.
- **16h – 16h45**  
« Entreprises et territoires : un partenariat gagnant-gagnant », présidée par **Serge Papin**, ministre des PME, du Commerce, de l'Artisanat, du Tourisme et du Pouvoir d'achat.  
« Industrialiser l'économie circulaire », présidée par **Mathieu Lefèvre**, ministre délégué chargé de la Transition écologique.

**En parallèle**  
**14h – 17h**  
salles du rez-de-chaussée, du 1<sup>er</sup> étage et du 2<sup>ème</sup> étage

Rendez-vous BtoG et BtoB

**17h15 – 18h**

**amphithéâtre Lavoisier**  
**(1<sup>er</sup> étage)**

Plénière de restitution, avec les interventions de :

- **Valérie Pécresse**, présidente de la région Île-de-France
- **Xavier Bertrand**, président de la région Hauts-de-France
- **Jérôme Durain**, président de la région Bourgogne-Franche-Comté
- **Franck Leroy**, président de la région Grand Est
- **Patrick Martin**, président du MEDEF
- **Amir Reza-Tofighi**, président de la CPME
- **Roland Lescure**, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique

### **Dîner à l'Élysée en présence du président de la République et de membres du Gouvernement**

Le Président de la République accueillera à l'Élysée des dirigeants d'entreprises, de fédérations professionnelles, des présidents de région et des parlementaires, en présence de membres du Gouvernement.

# Choose France – Edition France : La France investit dans son économie

## Pour sa souveraineté industrielle

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et le 30 juin 2025, la France a ouvert plus 1 000 nouvelles usines et extensions significatives, dont environ 45% de nouvelles usines et 55% d'extensions (Baromètre industriel de l'Etat, réalisé par la DGE<sup>2</sup>). Au premier semestre 2025, la France continue d'ouvrir et d'agrandir plus d'usines qu'elle n'en ferme ou n'en réduit, mais le ralentissement se poursuit avec un solde net d'ouvertures et d'extensions de +9, une baisse notable par rapport au semestre précédent (+48). Néanmoins :

- Le solde net des ouvertures et fermetures depuis 2022 demeure largement positif (+462) ;
- La France dispose d'un stock d'usines en cours de réalisation : plusieurs outils destinés à soutenir la création d'usines n'ont en effet pas encore pleinement produit leurs effets. A titre d'exemples :
  - **Le crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV)** : Le crédit d'impôt pour l'industrie verte (C3IV) : entré en vigueur en 2024, il devrait permettre de soutenir une soixantaine de projets de création d'usine ou d'extension d'usines existantes dans les 5 prochaines années. A ce stade, plus de 30 entreprises ont déjà reçu un agrément positif et l'administration fiscale doit rendre les dernières décisions d'ici le 31 décembre 2025.
  - **Parmi les 94 lauréats du dispositif « Première usine de France 2030 »**, une dizaine d'usines ont été ouvertes : plus de 80 usines sont donc prévues dans les trois prochaines années ;
  - **Les Projets Important d'Intérêt Européen Commun (PIIEC) ont permis le développement de 35 projets majeurs de R&D et d'industrialisation en France, soutenus par l'Etat avec France 2030, dans des domaines stratégiques** comme les batteries, l'hydrogène, l'électronique, le Cloud et la santé. Ces projets sont par ailleurs pleinement intégrés avec leurs homologues européens, préfigurant des chaînes de valeur résilientes à l'échelle de l'Union européenne.

## Ces usines en cours de construction dans toute la France

- Airbus Helicopters (aéronautique ; 600M€) : investissement pour moderniser son outil de production situé à Marignane (Bouches-du-Rhône)
- Safran (aéronautique ; 430M€) : Safran choisit la France pour implanter sa nouvelle usine de production de freins carbone pour avions, dans le parc industriel de la Plaine de l'Ain (PIPA), près de Lyon, dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. La nouvelle usine viendra s'ajouter aux sites de production existants de Safran Landing Systems à Villeurbanne (France), Walton (États-Unis) et Sendayan (Malaisie). Son entrée en service est prévue pour 2030.
- Nexans (90M€) : Dans le département du Pas-de-Calais, l'entreprise Nexans effectue un investissement à Lens pour accroître sa production de cuivre, développer le recyclage et renforcer son rôle dans la transition énergétique européenne.
- Carester (185 M€) : Caremag, filiale de Carester, a sécurisé 216 millions d'euros de financement et lance la construction de son usine de recyclage et raffinage de terres rares sur le site de Lacq (64).
- STMicroelectronics (51M€) : leader mondial des semi-conducteurs, l'entreprise investit 51 millions d'euros sur son site de Tours dans le développement de la prochaine génération de la technologie « Panel Level Packaging » (PLP), une technologie avancée d'encapsulation et de test des puces, avec une ligne pilote qui devrait être opérationnelle au 3<sup>ème</sup> trimestre 2026 et des synergies supplémentaires avec l'écosystème local de R&D et notamment le Centre d'Etudes et de Recherche Technologiques, le CERTeM.
- Urgo (65M€) : Le groupe URGO annonce un investissement de 65 millions d'euros pour la construction d'un nouveau site industriel de textile médical de pointe à Andrézieux-Bouthéon, destiné à accompagner la forte croissance de sa gamme de compression médicale UrgoK2, référence mondiale dans le traitement des ulcères veineux. Ce projet stratégique permettra de

<sup>2</sup> <https://www.economie.gouv.fr/actualites/barometre-industriel-de-letat-la-reindustrialisation-se-poursuit-en-2025>

réunir sur un même site les activités de production et de distribution, et devrait conduire à la création de 200 emplois directs et 100 emplois indirects dans la région.

- **Sanofi** (1Md€) : Sanofi poursuit ses engagements pour faire de la France une nation majeure dans le domaine de l'innovation en santé. Pendant la période 2025-2026, Sanofi a consolidé ou lancera des projets d'envergure dans de nombreux territoires de France pour moderniser son outil industriel à hauteur de 700 millions d'euros et développer de nouveaux équipements dans l'intelligence artificielle à hauteur de 300 millions d'euros. Ces investissements viennent s'ajouter aux 2,5 milliards d'euros investis chaque année en R&D en France, faisant de Sanofi le premier investisseur privé en R&D du pays, tous secteurs confondus, depuis des années. Ces investissements bénéficieront à des projets et sites emblématiques comme Modulus, son usine modulable de vaccins et biomédicaments de Neuville-sur-Saône.

### Le Crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV)

Depuis son entrée en vigueur début 2024, le C3IV s'est révélé être un outil essentiel pour atteindre nos objectifs de réindustrialisation et de décarbonation. Fondé sur le cadre TCTF, il permet de soutenir en moyenne **30% des dépenses d'investissement** pour les projets de création de nouvelles capacités de production sur les chaînes de **valeur des batteries, des panneaux solaires, des éoliennes et des pompes à chaleur**.

Le dispositif fait l'objet d'un bilan positif et s'inscrit au centre de la dynamique de réindustrialisation et de réduction des dépendances vis-à-vis des Etats-tiers. Plus d'une centaine d'entreprises ont déposé une demande auprès de l'administration fiscale, qui a déjà délivré une trentaine d'agréments. D'ici la fin de l'année 2025 et en ligne avec les prévisions initiales, le C3IV devrait avoir permis de soutenir environ **60 projets sur le territoire français pour un coût de 2,3 à 2,9 Md€, sous réserve de leur réalisation, représentant des investissements totaux de 19 à 23 Md€ d'ici 2030**.

Il a été décisif pour concrétiser les décisions d'investissement de **projets stratégiques portés par des entreprises françaises**, parmi lesquels :

- la création d'une usine de recyclage d'aimants permanents par **Carester** (185M€ d'investissement, 92 emplois directs) à Lacq. Le projet CAREMAG doit permettre de produire plus de 500T de dysprosium et 100T de terbium par an par séparation de terres lourdes, ainsi que 800T de terres rares légères via notamment le recyclage d'aimants permanents usagés. Il doit permettre de sécuriser 10% des besoins mondiaux à l'horizon 2030 sur les terres rares utilisées pour la fabrication d'aimants permanents, segment dominé à 94% par la Chine. Il est essentiel pour la souveraineté stratégique des filières automobile et éolien ;
- la construction d'une nouvelle usine de pompes à chaleur par **Groupe Atlantic** (140M€ d'investissements, 300 emplois) à Chalon-sur-Saône, qui permettra de produire environ 150 000 pompes à chaleur par an ;
- la création d'une nouvelle capacité de production de **Chantier de l'Atlantique** à Saint-Nazaire (plus de 100M€ d'investissement) pour permettre la fabrication de sous-stations électriques HVDC de grande taille (1,25 GW) essentielles au déploiement et au raccordement des prochains parcs éolien en mer ;

Les entreprises ont fait part de leur satisfaction quant à la qualité des échanges avec les services de l'Etat et la capacité du C3IV à répondre à leur besoin.

**Le C3IV dans sa version actuellement en vigueur prend fin le 31 décembre 2025.** Le Gouvernement s'est fixé pour objectif de prolonger le dispositif au-delà de 2025, rendue possible par le nouveau cadre d'aides d'Etat CISAF, à l'occasion du projet de finances pour 2026.

## Le Gouvernement poursuit son soutien à la réindustrialisation

### Par des mesures de simplification de la vie économique

Au niveau européen avec l'agenda de simplification porté par la Commission européenne et soutenu par la France (CSRD, omnibus environnement, omnibus chimie). Un cadre réglementaire simple et prévisible est en effet essentiel pour améliorer la compétitivité des entreprises européennes, en particulier les PME et les ETI, et pour favoriser les investissements dans l'UE. La simplification et l'accélération des procédures administrative en est un puissant levier. Le ministre délégué à la transition écologique Mathieu Lefèvre lance une mission flash afin d'étudier des pistes de simplification relatives à l'obtention des autorisations environnementales par les entreprises dans le cadre de l'autorisation des projets, au titre du code de l'environnement. Des conclusions seront remises d'ici un mois.

### Par de nouvelles avancées dans la planification du foncier économique avec le lancement d'une nouvelle initiative de « sites clés en main » et l'extension de France Foncier +

Afin d'amplifier la réindustrialisation du territoire national, le Gouvernement a mis en œuvre depuis plusieurs années différents dispositifs, législatifs et réglementaires, visant à lever les freins aux implantations industrielles. A ce titre, le foncier a constitué un axe structurant des actions du Gouvernement à travers la mobilisation de trois leviers principaux : la réhabilitation des friches industrielles (Fonds Vert), dans une logique de sobriété foncière, la densification du foncier et l'artificialisation de sites naturels lorsque cela s'avère nécessaire.

L'accès à un foncier qualifié, dérisqué, et mobilisable à court terme constitue le premier facteur dans la stratégie d'implantation des porteurs de projets industriels. Dans ce cadre, le dispositif « Sites clés en main », est un outil essentiel pour renforcer l'attractivité de nos territoires et faciliter l'accompagnement des implantations.

Après plusieurs vagues de labellisation, la Délégation aux Territoires d'industrie, co-pilotée par l'ANCT et la DGE, s'est vue confiée en 2023 la sélection et l'accompagnement de 55 sites pour les accompagner vers le « clés en main » à horizon 2030.

En complément, la Banque des Territoires et le Cerema ont été missionnés en 2023 pour la réalisation d'un portail national du foncier économique France Foncier +<sup>3</sup>, permettant à la fois de valoriser des sites à une échelle nationale et internationale et de mettre en relation des porteurs de projet avec des acteurs locaux.

Le Gouvernement lance ce jour une nouvelle étape de cette planification du foncier économique :

- En lançant d'ici la fin de l'année une nouvelle dynamique des « sites clés en main », destinée à augmenter le nombre de sites commercialisables à court terme et pré-aménagés. La sélection sera désormais réalisée par le préfet de département pour être au plus près des territoires et le nouveau dispositif vise désormais des sites de plus petite dimension (à partir de 3 hectares, ou 1 hectare s'il s'agit d'une fiche industrielle). Les propriétaires de foncier, publics comme privés, pourront solliciter une labellisation dans les prochaines semaines.
- En facilitant l'accès au foncier économique par une extension des informations qualitatives de la plateforme France Foncier +, qui intégrera désormais les friches et le foncier privé. Pour assurer la mise en place d'une stratégie commune, le Gouvernement a missionné la Banque des Territoires et le CEREMA pour créer une gouvernance partagée entre l'Etat et ses opérateurs, les collectivités territoriales et les fédérations d'entreprises.

<sup>3</sup> <https://www.banquedesterritoires.fr/produits-services/services-numeriques/france-foncier#fo4-bdt-wc-foncier/rechercher>

### En portant le principe de préférence européenne au sein de l'UE

La France veut donner un nouvel élan à la « préférence européenne », c'est-à-dire à la volonté de soutenir davantage les entreprises et les productions issues du continent.

- À l'échelle de l'Europe, une nouvelle réglementation sur les importations d'acier marque une étape importante : elle vise à mieux protéger les producteurs européens face à la concurrence déloyale et à renforcer la souveraineté industrielle du continent. Cette initiative sera bientôt complétée par la loi sur l'Accélérateur Industriel, qui encouragera la création de marchés pour certains matériaux « verts » fabriqués en Europe, comme l'acier ou le ciment bas-carbone. L'objectif : faire de l'Europe un acteur clé de la transition écologique tout en préservant son indépendance économique. D'autres mesures sont également en préparation : la révision des normes sur les émissions de CO2 des voitures et camionnettes neuves, ou encore une nouvelle réglementation sur les médicaments critiques, qui devraient mieux valoriser les productions européennes dans ces secteurs. En 2026, la Commission européenne prévoit également de revoir les règles des marchés publics pour y inclure davantage de critères liés à la durabilité et au contenu local européen.
- En France, cette orientation se traduit déjà par des actions concrètes : un « sur-bonus » de 1 000 € pour l'achat d'une voiture électrique fabriquée en Europe et équipée d'une batterie européenne, ou encore des critères de production locale intégrés aux aides pour les pompes à chaleur. Ensemble, ces mesures vont dans la même direction : construire une industrie européenne plus forte, plus écologique et plus indépendante
- Accélération de la révision des directives sur les marchés publics afin d'instaurer une préférence européenne sur quelques secteurs stratégiques
- Mobilisation dès 2026 du critère de résilience introduit par le Net Zero Industry Act européen dans les prochains appels d'offres nationaux pour le déploiement des énergies renouvelables, afin de réduire les dépendances françaises et européennes en matière de composants pour le photovoltaïque et l'éolien.

### Par la prolongation des mesures de financement

- Poursuite du soutien au développement et à l'industrialisation de nouvelles offres d'équipements industriels de production avancée dans le cadre de la stratégie nationale « Robotique et machines intelligentes » de France 2030, qui déjà permis de financer plus de 80 projets via 6 dispositifs.
- Reconstitution du Crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV) : sur le fondement du nouvel encadrement européen CISA, le C3IV pourrait être prolongé pour une durée de 3 ans. Cette prorogation sera déterminée par le Parlement dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2026.

**Par le lancement ce jour d'une initiative destinée créer des opportunités commerciales entre entreprises françaises et à renforcer les écosystèmes territoriaux, au travers de rencontres BtoB entre entreprises françaises, dans tous les territoires**, en associant le programme « Je choisis la French Tech », les fédérations professionnelles de tous les secteurs et de toutes les tailles d'entreprises et des écosystèmes territoriaux comme les Territoires d'industrie.



## Pour développer l'industrie circulaire et une offre compétitive de produits plus durables

### Constats :

- La France doit aujourd'hui accélérer sa transition vers une économie circulaire en développant son industrie du remanufacturing et du recyclage pour atteindre les objectifs fixés au niveau européen et national, pour accroître son autonomie en approvisionnement en matières stratégiques, et pour développer une offre de produits plus durables en phase avec les futurs standards environnementaux du marché européen, instaurés par le règlement sur l'écoconception des produits.
- Le développement de l'économie circulaire permet, à travers la création de boucles et de synergies locales, de créer des emplois non délocalisables dans les territoires. Les emplois dans ce secteur connaissent une croissance supérieure à la moyenne nationale au cours des dernières années et représentent près de 900 000 emplois salariés.

### Ils sont en train de construire une usine ou une unité de production en France :

- Aluminium Solutions Group (50 M€) : Aluminium Solutions Group a investi en 2025 50 millions d'euros pour installer une fonderie d'aluminium sur son site d'Ham, dans la Somme. Le projet, baptisé Aluminium Foundry France, doit se construire sur des friches de son site et vise à recycler en boucle fermée le métal des profilés en fin de vie pour proposer des produits bas-carbone.
- Veolia (35M€) : Veolia a annoncé une extension de l'usine existante à Amneville, avec désormais le recyclage des batteries de véhicules électriques en complément du recyclage existant des piles et déchets.
- Derichebourg (130 M€) : Le groupe Derichebourg est fier annoncer 7 projets renforçant les capacités de recyclage au sein des territoires, représentant 130 millions d'euros d'investissement et 200 emplois créés. Les projets portent sur la valorisation de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), la production de lingots de plomb recyclé pour l'industrie automobile, le recyclage du cuivre à partir de câbles usagés ainsi que la production de blackmass issue de batteries de véhicules électriques en partenariat avec LG Energy Solution, l'un des leaders mondiaux de la fabrication de batteries.
- MagREEsource (23M€) : l'entreprise a réalisé une levée de fonds de 23 millions d'euros pour étendre sa première usine à 2000m2 et développer une technologie de fusion, permettant la fabrication d'aimants haute performance.
- CSBT (20 M€) : construction d'une usine de recyclage des coques de coquille Saint-Jacques en carbonate de calcium à Saint-Martin-des-Entrées

## Le Gouvernement continue son soutien à la transition vers une économie circulaire

### Par l'instauration d'un cadre réglementaire ambitieux et en phase avec notre industrie :

- au niveau européen, en contribuant aux travaux du *Circular Economy Act*, du règlement écoconception et aux différents règlements sectoriels (emballages PPWR ; Règlement relatif aux véhicules hors d'usage et à la performance circulaire des véhicules ; équipements électriques et électroniques DEEE)
- au niveau national, via des incitations financières à l'incorporation de matière première recyclée (prime à l'incorporation de matière plastique recyclée dans le cadre des filières à responsabilité élargie du producteur)

### Par le soutien financier :

- Le développement des filières à responsabilité élargie du producteur permet de mobiliser près de 3 Mds € de fonds privés en 2025 en faveur de la collecte séparée et de la valorisation des déchets
- Le plan d'investissement France 2030 et sa stratégie d'accélération recyclabilité, recyclage, réincorporation des matériaux recyclés dédient 700 M€ sur la période 2021-2027 aux investissements industriels en faveur du recyclage (AAP CAPTE concernant les plastiques, textiles et élastomères, AAP métaux critiques)
- Les plus petits projets sont soutenus par le fonds économie circulaire de l'ADEME, doté de 170 M€ en 2025

→ **Vous avez un projet de transition de votre entreprise vers une économie plus circulaire ? Découvrez les aides disponibles sur le site [agir pour la transition](#).**

## Pour sa souveraineté énergétique et sa décarbonation

**L'industrie contribue significativement à la réduction des émissions de la France. Le secteur devra intensifier ces efforts pour s'aligner avec la trajectoire plus ambitieuse de la SNBC 3 et éviter les délocalisations face à la hausse du prix du carbone.**

Premier secteur contributeur à la baisse des émissions de gaz à effet de serre en France, l'industrie a déjà réduit de 45 % ses émissions en 30 ans, principalement grâce à la diminution de l'intensité carbone de la production. Elle s'inscrit aujourd'hui pleinement dans la trajectoire fixée par la SNBC 2, en cohérence avec les engagements européens et internationaux de la France.

Face à la hausse du prix du carbone qui induirait des délocalisations en l'absence de décarbonation, ces efforts doivent s'intensifier pour s'aligner sur la trajectoire plus ambitieuse définie dans la SNBC 3 (-50 % des émissions d'ici 2030 par rapport à 2015). Atteindre cet objectif suppose un rythme de décarbonation équivalent à celui réalisé au cours des 30 dernières années, mais concentré sur les prochaines années venir et ce sans diminution de la production nationale.

**L'Etat déploie depuis 2020 un *policy mix* cohérent pour accompagner la réduction des émissions industrielles tout en maintenant la compétitivité du tissu industriel français.**

En complémentarité avec le mécanisme européen de tarification du carbone, l'Etat a déployé depuis 2020 une stratégie de soutien aux projets de décarbonation de l'industrie grâce au plan France Relance, qui avait mobilisé près de 1,2 Md€ pour ce secteur. Le soutien direct aux investissements est poursuivi dans le cadre de France 2030 à hauteur de 4,5 Mds€, dont 500 M€ pour l'innovation et 4 Mds€ pour les investissements dans la décarbonation (électrification, adaptation des procédés, chaleur bas-carbone etc.). En 2025, plusieurs appels à projets de France 2030 visant à soutenir le déploiement de solutions de décarbonation (DemiBac, IbAc PME) ainsi que d'autres finançant des projets d'investissement (DECARB-IND, BCIAT, DEARB-FLASH) ont été relancés afin de maintenir la trajectoire vers l'atteinte de nos objectifs climatiques.

L'année 2025 a été marquée par le lancement de l'Appel d'offres *Grands projets industriels de décarbonation* (AO GPID) de France 2030 qui vise à soutenir sur 15 ans les projets industriels les plus ambitieux parmi les sites les plus émetteurs. La première relève montre une mobilisation très importante des acteurs et ce malgré une conjoncture économique incertaine (ex : surcapacités mondiales dans la chimie et l'acier, guerre commerciale) notamment des 50 sites.

**Le soutien public à la décarbonation de l'industrie participe à la réduction des risques de délocalisation et au maintien des emplois sur le territoire national.**

Le soutien public est indispensable pour sécuriser la présence en France de sites industriels dans des secteurs à la fois exposés à une forte concurrence internationale et essentiels à notre souveraineté (par exemple chimie, engrais ou encore acier). Face à l'augmentation du prix du carbone sur le marché européen EU-ETS, ce soutien constitue un levier stratégique pour lier décarbonation et maintien de la compétitivité.

**La France soutient en particulier les investissements dans la décarbonation de la chaîne de valeur automobile**, via l'éco-conditionnement des aides à l'acquisition de véhicules. Le bonus et le leasing social éco-scorés et financés par les certificats d'économies d'énergie (CEE) depuis le 1er juillet 2025, ont démontré leur pertinence pour soutenir la demande de véhicules électriques français et européens vertueux sur le plan environnemental.

**Ces entreprises qui ont investi en 2025 en France dans la transition écologique et énergétique**

- **3Wayste** (30M€) : dans le cadre du projet Seedranova, 3Wayste annonce un investissement de 30 millions d'euros, réalisé à plus de 90% auprès d'entreprises françaises. Seedranova sera une installation de tri des déchets résiduels au service du territoire roannais (Loire, 42) qui vise à réduire de plus de 70% l'enfouissement des déchets ménagers et placer ce territoire à la pointe des performances françaises. Le démarrage de la construction est prévu en 2026 pour une mise en service industrielle en 2027.

- Arverne (2Mds€) : démarrage du projet Lithium de France en Alsace du Nord avec des investissements de plus de 2 milliards d'euros et la massification de la géothermie en France pour la décarbonation des réseaux
- Groupe Thebault (Bois construction, 100M€) : ouverture de la première usine française de production de bois Lamibois LVL, à partir de sapins pectinés, en partenariat local avec le scieur Groupe CENZATO, pour la décarbonation du secteur du bâtiment.
- Séché (300 M€) : obtention d'un contrat pour la gestion des déchets et leur valorisation en chaleur et en électricité

## Le Gouvernement continue son soutien à la décarbonation et à la transition énergétique

### Par le soutien financier à la décarbonation :

- France Relance et France 2030 ont permis de mobiliser de façon dans la durée des financements publics pour le soutien des technologies de décarbonation et des projets d'investissement visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce à différents leviers (efficacité énergétique, électrification, chaleur bas-carbone, etc.).
- L'appel d'offres Grands projets industriels de décarbonation de France 2030 innove par son soutien au fonctionnement sur 15 ans de projets de décarbonation ambitieux au sein de l'industrie lourde. La loi de finances initiale de 2025 a consacré près d'1,6Md€ dans la mission « Economie » pour financer ce dispositif concurrentiel développé par l'Etat. Le PLF 2026 prévoit actuellement une enveloppe de 500M€ pour une seconde relève.
- Une première vague de 200 MW d'électrolyse sera délivrée d'ici le début de l'année prochaine par l'Appel d'Offres pour le soutien à la production d'hydrogène bas carbone, contribuant à l'atteinte des ambitions de la France dans ce domaine (jusqu'à 4.5 GW installés sur le territoire d'ici 2030) ainsi qu'à la décarbonation de secteurs aval clés (chimie, engrais, acier, raffinerie).
- Par le lancement opérationnel des « obligations transition », destinées à soutenir et accompagner les PME et les ETI dans leurs efforts de décarbonation. Garanties par l'État, les obligations transition sont des financements de long terme en faveur d'une croissance et d'une économie plus verte. Le dispositif sera lancé opérationnellement avant la fin de l'année.

### Par la mobilisation de financements non budgétaires :

- L'Etat optimise son recours aux fonds européens via le Plan national de relance et de résilience et via le Fonds européen pour l'innovation alimenté par le marché carbone ETS qui a permis de financer sept projets en France en majorité pour le déploiement de la capture et le stockage du carbone.
- L'Etat adapte le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) pour qu'il bénéficie d'avantage aux projets de décarbonation de l'industrie notamment par la meilleure intégration des projets d'électrification dans ce dispositif.

### Par le soutien à l'électrification des transports :

Les entreprises peuvent bénéficier depuis le 1er janvier 2025 du dispositif de certificats d'économie d'énergie pour l'acquisition d'un poids lourd électrique, avec une aide pouvant aller jusqu'à 60 K€ pour un tracteur routier. Un dispositif de suramortissement fiscal dédié au verdissement du transport routier peut également être mobilisé. Ces deux aides cumulées couvrent une large part du différentiel de coût de possession entre l'électrique et son alternative thermique. En outre, l'offre française est particulièrement bien positionnée sur ce segment puisque 82 % des poids lourds immatriculés en France en 2024 étaient fabriqués en France.

## Pour sa souveraineté numérique (IA, data centers, quantique, cybersécurité, cloud)

### Enjeux :

Le secteur du numérique en France (hors infrastructures numériques, télécom, électronique) était évalué par Numeum, principale association représentative du secteur en France, à 69 Md€ de chiffre d'affaires en 2024 avec une croissance annuelle de 3,5%. Au-delà de son impact propre, le numérique porte les principales transformations de l'ensemble des filières industrielles et des services.

En matière de souveraineté numérique, les principaux enjeux portent ainsi sur :

- **le développement de technologies française et européenne, pour une France et une Europe autonomes et résilientes. Cela passe par :**
  - le soutien au déploiement d'infrastructures numériques (centres de données ou *datacenters*) performantes et vertueuses d'un point de vue environnemental, essentielles au développement de solutions innovantes dans des domaines tels que l'intelligence artificielle ou le calcul quantique, dans le cadre d'une politique d'attractivité et de facilitation des investissements en France, pour laquelle une « *task force* » dédiée a été mise en place ;
  - la poursuite du soutien à notre écosystème de manière ciblée et exigeante via les dispositifs existants de France 2030 et l'accompagnement de nos startups par la Mission French Tech ;
  - la lutte contre les dépendances et le renforcement de notre soutien au développement de chaînes de valeurs européennes via la régulation, la préférence européenne et la mobilisation de la commande publique et privée.
- **l'adoption de l'intelligence artificielle, partout sur le territoire et pour tous, en accélérant :**
  - le soutien au développement d'une offre souveraine en matière d'IA avec la stratégie dédiée de France 2030, par la poursuite de l'accompagnement aux écosystèmes d'innovation et le développement d'infrastructures numériques de qualité ;
  - la diffusion de l'IA dans l'économie française, sur tout le territoire : il est indispensable que les entreprises françaises se saisissent pleinement de l'opportunité liée à l'intelligence artificielle. La mise en œuvre du programme Osez l'IA doit permettre de mettre en avant les cas d'usage pour lesquels les gains (notamment de productivité) sont avérés et d'en faire la promotion au plus grand nombre.
- **la lutte contre les fractures numériques en renforçant l'inclusion, l'égalité des chances numériques et la diffusion territoriale des innovations technologiques, notamment en améliorant :**
  - l'accès des citoyens à des réseaux télécoms de qualité et abordables, notamment en renforçant la couverture en connectivité fixe et mobile du territoire : les politiques publiques déployées ces dernières années dans le domaine des communications portent leurs fruits. La France est aujourd'hui l'un des pays *leader* en Europe en matière de connectivité alors même que les spécificités de son territoire rendent les déploiements plus complexes qu'ailleurs. Cela passe aussi par des engagements sur les questions de connectivité spatiale dans un contexte de besoins de souveraineté accru et de concurrence internationale exacerbée ;
  - l'appropriation par toute la population des enjeux du numérique, en œuvrant pour l'égalité des femmes et des hommes dans le numérique et la tech et en prenant en compte les spécificités des territoires.
- **la protection des citoyens, et notamment les plus vulnérables, face aux nouveaux risques posés par le numérique, en particulier via :**
  - la protection des données sensibles notamment dans le domaine du *cloud computing*. La France a adopté une stratégie résolue en la matière, reposant, pour les usages relatifs aux données les plus sensibles, sur l'utilisation de solutions de *cloud computing* immunisées contre les lois extraterritoriales avec le schéma de certification SecNumCloud. La France soutient une approche similaire au niveau européen ;

- **le renforcement de la cybersécurité des entreprises en France**, en particulier dans le cadre de l'adoption de la directive européenne NIS 2 ;
- **la protection des plus vulnérables** face aux risques pour la santé posés par les réseaux sociaux et certains nouveaux usages émergents.

#### Ces entreprises qui ont investi en 2025 dans la souveraineté numérique

- Iliad (Opcore) et EDF (centre de données ; env. 4 Mds€) : ouverture de négociations exclusives en vue de développer un centre de données de plusieurs centaines de mégawatts sur le site de l'ancienne centrale thermique de Montereau-Vallée-de-la-Seine (77). Ce site, qui accueillera l'un des centres de calcul les plus importants d'Europe, bénéficiera du dispositif de raccordement « fast-track » mis en place par l'Etat. Ce projet représente un investissement pour Opcore d'environ 4 milliards d'euros.
- Altarea : Altarea déploie une stratégie ambitieuse sur différents formats de data centers pour accompagner la transformation numérique et l'essor de l'IA. Le Groupe développe un pipeline de projets représentant un investissement global de plusieurs milliards d'euros.
- Eclairion (2,5 Mds€) : Eclairion annonce un investissement total de 2,5 milliards d'euros entre fin 2025 et 2027 : 200 M€ additionnels sur son premier site de Bruyères-le-Châtel ; 300 M€ sur leur second site de Bessay-sur-Bray ; 2 milliards d'euros sur ses deux sites de la Moselle.
- OVHcloud (160 M€) : l'entreprise investit en France avec une présence partout en France, répartis entre 34 sites dont 22 centres de données et 11 bureaux dans 8 régions, représentant plus de 2000 employés en France. OVHcloud annonce un investissement de 160 à 180 M€ pour un nouveau datacenter à Strasbourg, en reprenant une partie des bâtiments laissés vacants par ArcelorMittal dans le Port Autonome de Strasbourg.
- Sesterce (1,5 Mds€) : Le consortium Lumière annonce l'extension du campus Cloud & HPC de Valence à 80 MW représentant 1,5 Md d'euros d'investissement. Ce projet, opéré en France, vise à créer un pôle européen de calcul haute performance dédié à l'IA et à l'entraînement de modèles de nouvelle génération, dans une logique de souveraineté et durabilité énergétique.
- Wandercraft (robotique) : annonce l'ouverture d'un nouveau siège de près de 5000 m<sup>2</sup>, à Paris dont plus de 1000 m<sup>2</sup> seront dédiés à une ligne de production.
- Filigran (50 M€) : levée de fonds de 50 M€, la plus importante levée de fonds d'une start-up française de la cybersécurité.

## Le Gouvernement continue son soutien à souveraineté numérique

### Création d'une « Task force » dédiée à l'implantation de centres de données

Dans le cadre du Sommet de Paris pour l'action sur l'IA, un groupe de travail, ou « Task force » dédié à l'implantation de centres de données a été mis en place, piloté par la Direction générale des Entreprises (DGE) et comprenant Business France, RTE, la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) ainsi que la Direction générale de l'aménagement et du logement (DGALN). La task force travaille notamment à l'identification de sites disponibles pour l'accueil de centre de données - 63 à ce jour, dont quatre bénéficiant de la procédure de raccordement accéléré, dite « fast-track » - et à l'accompagnement des porteurs de projets français et internationaux.

### Osez l'IA

Le plan Osez l'IA a été lancé en juillet 2025 pour accélérer la diffusion de l'IA dans toute l'économie. Il s'articule autour de trois axes :

- La sensibilisation, pour démystifier l'IA et montrer les bénéfices que ces technologies peuvent apporter aux entreprises. Un réseau de plus de 500 ambassadeurs de l'IA est actuellement mis en place dans ce but, tournés vers les écosystèmes dans toutes les régions et de nombreux secteurs. Ils sensibiliseront notamment les entreprises au moyen de retours d'expérience concrets de leurs pairs ;
- La formation, prérequis indispensable à une adoption efficace et maîtrisée de l'IA, sera massifiée au moyen d'une académie de l'IA mettant en visibilité l'offre existante adaptée pour les différents profils en entreprise ;
- L'accompagnement d'entreprises dans leur démarche d'adoption de l'IA, via des diagnostics et des programmes d'accélération favorisant le déploiement de cas d'usage à haute valeur ajoutée. La mise en place d'un fonds de garantie permettra de faciliter le financement de projets de transformation IA pour des PME.

L'objectif visé est l'adoption de l'IA par 100% des grands groupes, 80% des PME/ETI et 50% des TPE d'ici 2030.

### Poursuite du soutien à l'innovation avec France 2030

- France 2030 offre des moyens permettant de transformer durablement des secteurs clés de notre économie par l'innovation et l'investissement industriel tout en positionnant la France en leader de l'économie de demain. Le plan s'articule en stratégies visant à maîtriser toutes les technologies numériques clé, de manière souveraine et sûre.
- A travers notamment un soutien dirigé qui oriente les financements publics vers des sujets stratégiques que sont en matière de numérique le quantique, la cybersécurité, l'intelligence artificielle, la 5G et futures technologies de réseaux et de télécommunications, ou encore le cloud.
- Le lancement de l'AAP « Pionniers de l'IA » en septembre 2025, dispositif phare de la troisième phase de la stratégie nationale pour l'IA, qui cible notamment l'innovation en IA appliquée à la robotique et dont la première relève a été effectuée le 5 novembre. Prochaine relève le 10 mars 2026. Candidatez ici<sup>4</sup>.
- Neuf IA clusters, des pôles d'excellence en intelligence artificielle ont été financés à hauteur de 360 M€. Ces outils dédiés à la recherche et à la formation permettront de doter la France de l'une des meilleures expertises dans le domaine de l'IA.

<sup>4</sup> <https://www.bpifrance.fr/nos-appels-a-projets-concours/appel-a-projets-des-pionniers-de-lintelligence-artificielle>

**Je choisis la French Tech :**

- Par le soutien de l'achat auprès des start-ups françaises : le gouvernement soutient pleinement la souveraineté numérique avec le programme « Je choisis la French Tech », lancé en 2023 par la Mission French Tech pour encourager les acteurs publics et privés à faire appel aux start-ups françaises. Avec plus de 12 000 mises en relation commerciales, une centaine de partenaires engagés et 11 grands groupes mobilisant plus d'un milliard d'euros destinés aux start-ups tricolores, ce mouvement incarne la volonté collective de renforcer la souveraineté numérique de la France.
- Vous êtes une entreprise — grand groupe, PME ou ETI — et souhaitez rejoindre le mouvement ? Engagez-vous via le formulaire d'engagement ».

**Programme French Tech 2030 :**

Le programme French Tech 2030 se donne pour ambition de renforcer le soutien de la Mission French Tech aux start-ups développant des technologies hautement stratégiques pour la souveraineté numérique française. La promotion 2025, annoncée le 6 novembre dernier, est composée 80 de start-ups émergentes qui déploient des infrastructures ou développent des solutions en faveur de la structuration d'un écosystème numérique souverain, particulièrement dans les domaines de l'IA, de la cybersécurité, de la robotique, du quantique, du spatial ou encore des semi-conducteurs. L'ensemble de ces lauréats a déjà investi plus de 130M€ dans la R&D en France. Parmi ceux à vocation industrielle, 17 ont déjà au moins une usine opérationnelle (dont les deux tiers en dehors de l'Île-de-France) et 27 sont en en projet.



## Pour sa souveraineté spatiale

### Enjeux :

La filière spatiale française constitue un pilier de l'économie nationale et européenne, en offrant des services essentiels à la société dans le positionnement par satellite, l'observation de la terre et la connectivité et en contribuant à l'autonomie stratégique, l'innovation et l'emploi de qualité dans les territoires.

Le secteur du spatial international est en pleine transformation : ruptures technologiques majeures, investissements massifs, transformation des marchés, émergence de nouveaux acteurs, durcissement des compétitions de puissance, militarisation. L'espace est devenu un domaine stratégique, essentiel aux sciences de la terre (études du climat) et de l'univers et à l'économie, mais aussi à la sécurité nationale. Pour leur autonomie stratégique, scientifique et technologique, la France et l'Europe doivent se transformer.

La filière spatiale française doit maintenir sa position dans la compétition internationale et s'adapter à la nouvelle dynamique engendrée par l'avènement du New Space. L'innovation et la capacité à devenir ou rester excellent sur le plan technique et technologique sont nécessaires pour s'adapter au nouveau secteur spatial mondial, développer une filière industrielle compétitive et conquérir de nouveaux marchés. Il s'agit aussi de faire évoluer les modèles économiques, commerciaux et industriels. A cet égard, la montée en puissance des acteurs émergents est absolument clé pour l'ensemble de la filière : ils contribuent à faire de la France l'un des écosystèmes spatiaux les plus complets au monde, où start-ups, laboratoires, grands maîtres d'œuvre et acteurs publics inventent ensemble le spatial de demain.

### Ces entreprises qui ont investi en 2025 dans la souveraineté spatiale :

- Infinite Orbits annonce une levée de fonds de 50M€. De plus, grâce à l'effet de levier du contrat de service France 2030, Infinite Orbits signe un contrat multi-missions décisif avec SES, premier fournisseur de services de télécommunications par satellites au monde, pour l'extension de vie de ses satellites dès 2027.
- U-Space annonce de son côté une levée de 24M€ pour industrialiser la construction de petits satellites ;
- Skynopy vient de réussir une levée de fonds de 15 millions d'euros. Cette opération va permettre à cette startup qui vend un service de stations sol pour connecter les satellites en orbite basse, de viser d'ici à 2030 à devenir un leader mondial.
- Aldoria déploie de son côté 5 stations multi-télescopes et multi-spectrales à travers le monde afin d'assurer la surveillance de l'espace (SSA), avec un nouveau financement.

## Le Gouvernement poursuit son soutien à la souveraineté spatiale

### En poursuivant le soutien à l'innovation avec France 2030

Pour répondre à un contexte de concurrence internationale croissante et la forte évolution des marchés, en particulier dans le domaine des lanceurs et des télécommunications, le plan France 2030 a intégré un axe stratégique « Espace » afin d'accompagner la transformation de la filière, de manière à :

- Renforcer le New Space français en soutenant principalement les acteurs émergents pour assurer la croissance sur les marchés.
- Investir dans les technologies de rupture qui façonneront l'avenir spatial en alignant recherche spatiale et innovations industrielles.
- Cibler les investissements sur les besoins avérés des utilisateurs et les marchés porteurs.

Ce soutien aux entreprises les plus performantes et les plus prometteuses se traduit par la nouvelle vague de projets lauréats de dispositifs France 2030 opérés pour le compte de l'Etat par Bpifrance et le CNES, pilotés par la Direction générale des Entreprises (DGE), la Direction de la Recherche et de l'Innovation (DGRl) et la Direction Générale de l'Armement (DGA), en lien avec le Secrétariat général pour l'investissement (SGPI). Le déploiement du plan France 2030 se poursuit dans l'objectif de positionner l'industrie spatiale française au premier rang mondial, en termes d'innovation et de compétitivité.

**Par la publication d'une stratégie nationale spatiale** qui réaffirme la nécessité pour la France et l'Europe de rester des puissances spatiales mondiales :

- Le Gouvernement prône la préférence européenne pour garantir l'autonomie industrielle, scientifique, technologique et stratégique de l'Union européenne et soutenir le développement d'un marché européen plus intégré permettant la création de champions industriels à l'échelle mondiale.
- La France accompagne l'écosystème dans toute sa diversité, de l'amont à l'aval, en tenant compte de l'émergence de nouveaux acteurs (start-ups, PME, ETI) et en protégeant les savoir-faire critiques.

**La France s'engage pour un Espace durable, responsable et sûr**, à travers le soutien au projet de règlement européen sur la sécurité, la résilience et la durabilité des activités spatiales (EU Space Act)

- Outre sa contribution active aux évolutions réglementaires à l'échelle européenne, le Gouvernement a publié en juin dernier une feuille de route pour une filière spatiale décarbonée et engage sa mise œuvre en coordination avec la filière dans le cadre du COSPACE.

## Pour ses territoires et l'économie de proximité

### Constats :

Lancé en 2018 par le Gouvernement, le programme Territoires d'industrie permet depuis lors de contribuer à la réindustrialisation des territoires français à forte identité industrielle en mettant en place un cadre coopératif de soutien à l'industrie autour des villes petites et moyennes et dans les zones rurales. Reposant sur une gouvernance partenariale (collectivités locales, industriels, État), chaque territoire labellisé élabore un plan d'action adapté pour développer l'industrie locale. Depuis 2023 (phase 2023-2027), le programme s'articule autour de quatre priorités : innovation, compétences, foncier et transition écologique. A l'issue de la première phase, 149 territoires avaient été labellisés, avec des centaines de projets lancés ; dans la phase actuelle, 183 territoires sont engagés, avec déjà plus de 2 800 actions concrètes lancées.

### Ces entreprises qui ont investi dans les territoires et l'économie de proximité en 2025

- Montefiore (tourisme, 300M€) : après le succès d'un premier fonds doté de 180M€ mis en place par la Caisse des dépôts et France Assureurs, un deuxième fonds tourisme, également géré par le fonds d'investissement Montefiore, a été lancé en 2024. Doté de 300M€, il a pour objectif de participer à la structuration des entreprises du tourisme (TPE-PME) en leur permettant de s'adapter et répondre aux différentes évolutions structurelles du secteur (modernisation et rénovation, adaptation à la transition climatique et énergétique accélération de la numérisation, accélération de l'accessibilité, etc.).
- Aérométal (9,5M€, Saône-et-Loire) : Implantée en Saône-et-Loire, l'entreprise recycle et valorise des métaux stratégiques, comme le titane, le nickel ou le cobalt, issus des secteurs aéronautique, spatial, nucléaire et médical. En juin 2025, Aérométal a inauguré sa nouvelle usine sur la ZAC Saône et Or, à Chalon-sur-Saône, sur le site réhabilité de l'ancienne friche Kodak. Cet investissement de 9,5 millions d'euros marque une étape importante pour le développement industriel de la région. Grâce à ce nouveau site, l'entreprise doit doubler de 3000 à 6000 tonnes sa capacité de tri de métaux.
- Vicat - Les Papeteries de Vizille (45M€) : Le groupe Vicat prévoit d'investir 45 millions d'euros d'ici 2028 pour moderniser les Papeteries de Vizille, en Isère (France).
- Fnac-Darty prévoit d'investir massivement d'ici 2030, avec un nouveau plan stratégique qui vise à ouvrir près de 100 magasins sur le territoire et à en rénover 150.
- Alsapan (ameublement, 50M€) : projet de modernisation des usines de productions principales situées en Alsace afin de doubler les capacités de production.

## Le Gouvernement continue son soutien aux territoires et à l'économie de proximité

### La Stratégie Nation ETI et le programme ETIncelles : soutenir le développement des ETI françaises

Depuis 2020, la Stratégie Nation ETI soutient les entreprises de taille intermédiaire, acteurs clés de l'emploi, de la réindustrialisation et de l'attractivité des territoires, notamment dans les zones éloignées des grands centres urbains. Les ETI représentent à elles seules la majorité des emplois industriels dans 8 régions sur 12.

En lien avec les Clubs ETI régionaux, ce dispositif vise aussi à structurer l'écosystème des ETI françaises, et à renforcer la prise en compte de leurs spécificités dans la conception de la politique économique. En 2023, le programme ETIncelles est venu renforcer cette Stratégie en soutenant la croissance des PME à fort potentiel afin de densifier le tissu des ETI en France.

Grâce à un interlocuteur dédié, le dispositif facilite leur passage à l'échelle en fluidifiant leurs relations avec l'État et ses opérateurs, pour ainsi lever leurs freins administratifs. À ce jour plus de 250 entreprises, réparties dans 80 départements, bénéficient de cet accompagnement.

Les PME et les ETI sont pleinement engagées dans la transition numérique, essentielle au maintien de leur compétitivité. Ainsi, près d'un tiers d'entre elles intègrent déjà l'intelligence artificielle dans leur activité. Toutefois, cette utilisation reste en phase exploratoire et d'expérimentation, ces entreprises cherchant encore comment en tirer le meilleur parti pour améliorer leur productivité. Pour soutenir cette démarche, plusieurs actions renforcent les liens entre les ETI et les écosystèmes publics et privés :

- Le renforcement des partenariats avec les laboratoires publics, les pôles de compétitivités et les communautés French Tech, pour faciliter le transfert de technologie et le financement de projets.
- La promotion l'IA comme levier de compétitivité, avec l'académie et les ambassadeurs de l'IA
- La sensibilisation à l'IA frugale, pour limiter l'impact environnemental.

### Une souveraineté numérique décliné par secteurs

- France Tourisme Tech : piloté par la Direction générale des Entreprises (DGE), le programme France Tourisme Tech vise à faire émerger des champions français de la travel tech en soutenant les technologies émergentes et la transition durable du secteur. Lancé en octobre 2023 par la ministre Olivia Grégoire, il sélectionne chaque année une dizaine de start-ups accompagnées dans leur mise à l'échelle et leur internationalisation, au sein d'un réseau de plus de 70 partenaires (grands groupes, investisseurs, institutions). La troisième promotion, qui sera dévoilée le 21 novembre par le ministre Serge Papin, regroupe 10 start-ups innovantes (IA, jumeaux numériques, réalité augmentée, objets connectés, plateformes SaaS, etc.) répondant aux grands défis du tourisme : transition écologique, accessibilité, emploi, sécurité et préservation du patrimoine. En deux ans, France Tourisme Tech a démontré son impact avec 30 événements B2B, 15 missions internationales, 10 salons, et plus de 80 mises en relation stratégiques, dont 50 partenariats d'expérimentation déjà engagés.

→ **Vous êtes une entreprise ou un acteur public et souhaitez devenir partenaire ?**  
**Engagez-vous via le formulaire d'engagement : [ici](#).**

L'intelligence artificielle constitue une véritable révolution à l'échelle des professions juridiques, et l'écosystème français des Legaltechs est particulièrement dynamique. Afin de s'approprier rapidement les enjeux de l'IA et de permettre aux avocats de s'équiper de ces nouveaux outils, le Barreau de Paris a signé depuis octobre 2024 sept partenariats avec des éditeurs juridiques et des legaltechs. Y figurent plusieurs « pépites » françaises qui peuvent ainsi se déployer dans les cabinets de plus petite taille, bénéficier de retours d'expérience des professionnels pour améliorer en permanence leurs produits, et ainsi être compétitifs face à la concurrence internationale.

## Une dynamique d'investissement soutenue par l'Etat, les collectivités territoriales et les financeurs privés

La dynamique d'investissement des entreprises dépend du développement d'un écosystème de financement performant, entre les financeurs privés, les collectivités territoriales et l'Etat.

- **Mérieux Equity Partners (750M€)** : Poursuivant sa mission d'accélérer l'accès à l'innovation en santé, Mérieux Equity Partners va lever ses fonds Mérieux Innovation 2 (venture capital) et Mérieux Participations 5 (capital développement et transmission) pour investir environ 750 millions d'euros dans des entreprises françaises et européennes d'ici 2030, contribuant ainsi à la dynamisation du tissu industriel, à la souveraineté sanitaire et à la compétitivité de la France. Dans la lignée des fonds précédents, ces investissements soutiendront à la fois des startups (medtech, biotech, services pharma et life science tools) et des entreprises de croissance plus matures, PME et ETI industrielles de la pharmacie et du dispositif médical, prestataires de services spécialisés (CRO, CDMO).

### Ces collectivités territoriales qui soutiennent l'investissement dans leurs territoires

Région Hauts-de-France : la région a fixé 3 grands objectifs :

- Devenir la vallée de l'IA, avec l'accueil de 3 fast-tracks dont 1 nouveau qui sera annoncé fin de semaine prochaine normalement ainsi que d'autres projets de supercalculateurs en région.
- Devenir une région clé du secteur de la défense en passant du top 7 au top 3 top 4 avec jusqu'à 250€ mobilisés d'ici 2028 pour les industriels du secteur.
- Devenir les pionniers de l'économie circulaire avec plusieurs projets d'envergure dont certains seront annoncés à CF EF et plusieurs seront soutenus par le Fonds de Transition Juste pour lequel la Région a 270M€ dont encore 170M€ à engager (NB pas que dans ce secteur mais en captera certainement une part significative).

### Le Gouvernement continue son soutien aux investisseurs privés qui financent l'économie en France

- **Par rehaussement de l'objectif de l'initiative Tibi de 13 à 15Mds :**

Sur le plan de l'innovation, nous avons l'objectif depuis plus de dix ans de faire émerger un écosystème de financement privé capable de financer nos futurs champions technologiques. Nous devons en effet rattraper à marche forcée le retard que nous avons sur les Etats-Unis sur le capital-risque, activité qui a émergé en Europe quarante ans plus tard qu'outre-Atlantique. Pour cela, nous menons une politique ambitieuse de fonds de fonds avec Bpifrance et France 2030. Plus de 20 Mds€ ont ainsi été investis depuis 2013 dans des fonds de capital-risque et de capital-croissance. En parallèle, nous mobilisons les investisseurs privés institutionnels depuis 2019 dans le cadre de l'initiative Tibi afin qu'ils s'acculturent au financement risqué et contribuent au développement du capital-risque en France. Compte tenu du dynamisme de la collecte des fonds homologués Tibi auprès des investisseurs institutionnels, nous venons ainsi de relever l'objectif de l'initiative de 13 à 15 Md€, ce qui démontre la qualité de nos fonds.

Cette politique porte ses fruits, nous avons en effet en France le premier écosystème de fonds technologiques de l'Union européenne. Six fonds français ont été sélectionnés par ETCI (European Tech Champions Initiative) pour atteindre la taille critique du milliard d'euros. C'est en effet la dernière marche qu'il nous reste à franchir pour rattraper notre retard : avoir des fonds européens de capital-risque capables de gérer plusieurs milliards d'euros et de participer ainsi à de grandes levées de fonds comme celles de Mistral AI.

- **Les garanties Bpifrance pour les investisseurs privés**

Concernant les failles de marché, Bpifrance est l'acteur public chargé de pallier les insuffisances du financement privé, en soutenant les entreprises dans les stades les plus risqués de leur cycle de vie (entre autres : création, transmission, innovation, financement de l'immatériel).

En 2024, Bpifrance a injecté plus de 60 Md € dans l'économie française, via ses activités de financement, de garantie et d'investissement. En particulier, plus de 20 Md € de prêts ont été octroyés, au bénéfice de plus de 15 000 entreprises, notamment des PME et ETI. Bpifrance octroie également des garanties, destinées à faciliter le financement des entreprises par les acteurs bancaires privés. Ces dispositifs s'adressent principalement aux entreprises situées à la limite du financement. La garantie de Bpifrance permet ainsi à ces entreprises d'obtenir un prêt en contrepartie du versement d'une commission de garantie, en partageant le risque entre la banque et l'établissement public. Près de 9 milliards d'euros de prêts bancaires ont été garantis par Bpifrance, au bénéfice de plus de 65 000 entreprises.

Autre instrument visant à faciliter le financement des entreprises, la Garantie de Fonds Propres Relance (GFPR). L'Etat a doté à hauteur de 150 M€ un fonds de garantie, lequel permet à Bpifrance d'accorder sa garantie à des fonds de capital-investissement apportant des financements en fonds propres à des PME en phase de création ou de développement. Ce mécanisme incite ainsi les investisseurs privés à mobiliser davantage de capitaux vers les entreprises fragilisées ou à fort potentiel, contribuant à soutenir leur croissance et à accélérer la reprise économique post-crise. Il s'agit d'un dispositif issu des mesures du plan de relance de l'Etat, mis en place dès 2020.

- **Garantir l'investissement des fonds d'investissement (garantie de fonds propres – Bpifrance)**
- **Garantir un prêt destiné à augmenter son besoin en fonds de roulement dans les phases de conception et développement de nouveaux produits ou services (garantie innovation – Bpifrance)**

## **France 2030, un plan d'investissement pour soutenir l'innovation dans les secteurs d'avenir**

### **Par des aides ciblées sur des secteurs d'avenir**

France 2030 traduit une double ambition : transformer durablement des secteurs clés de notre économie (énergie, automobile, santé, aéronautique, etc.) par l'innovation technologique et industrielle, et positionner la France comme un leader du monde de demain. De la recherche fondamentale, à l'émergence d'une idée jusqu'à la production d'un produit ou d'un service nouveau, France 2030 soutient tout le cycle de vie de l'innovation jusqu'à son industrialisation.

France 2030 est inédit par son ampleur : 54 milliards d'euros sont investis sur cinq ans pour que nos entreprises, nos écoles, nos universités, nos organismes de recherche réussissent pleinement leurs transitions dans ces filières stratégiques. L'enjeu est de permettre de répondre de manière compétitive aux défis écologiques et d'attractivité du monde qui vient, et de faire émerger les futurs champions de nos filières d'excellence.

France 2030 est défini par deux objectifs transversaux consistant à consacrer 50% de 54 milliards de dépenses à la décarbonation de l'économie, et 50% à des acteurs émergents, porteurs d'innovation sans dépenses nuisant à l'environnement. France 2030 est mis en œuvre collectivement : pensé et déployé en concertation avec les acteurs économiques, académiques, locaux et européens pour en déterminer les orientations stratégiques et les actions phares. Les porteurs de projets sont invités à déposer leur dossier via des procédures ouvertes, exigeantes et sélectives pour bénéficier de l'accompagnement de l'Etat.

### Par les aides structurelles à l'innovation

Les aides structurelles à l'innovation sont des outils mis en place pour corriger certaines limites du marché. Ne se limitant pas à des thèmes définis à l'avance, elles encouragent l'excellence et la prise de risque.

Ces aides, qui forment un véritable parcours de financement continu, accompagnent les entreprises innovantes à chaque étape : depuis le laboratoire jusqu'à la première mise sur le marché. Pour cela, elles regroupent différents outils, comme des aides directes aux startups, par exemple le concours i-Lab, ou des appels à projets pour soutenir la production industrielle de projets innovants, comme i-Démo et Première Usine.

Ces aides ont un impact positif reconnu : elles stimulent les investissements en recherche et innovation, favorisent la création d'emplois qualifiés et renforcent l'écosystème d'innovation français. En accompagnant les entreprises tout au long de leur développement, elles améliorent la compétitivité de la France dans des secteurs clés et renforcent sa place sur la scène technologique mondiale.

### Boîte à outils de l'Etat pour soutenir les investissements des entreprises :

#### 1. Financer son foncier

- Mesure « Recyclage foncier » du Fonds Vert (Préfectures de région et Ademe)
- Financement pour l'aménagement et de la revitalisation des friches (Banque des Territoires)
- Financer l'acquisition d'un immeuble existant avec travaux ou la construction d'un immeuble (crédit-bail immobilier – Bpifrance)
- Financement de l'immobilier industriel (Banque des Territoires)

#### 2. Financer son usine ou son extension d'usine

##### Les subventions

- Financer sa première usine (AAP Première Usine – Bpifrance)
- Financer un projet d'innovation en région en prévision d'une ouverture/extension d'usine (France 2030 Régionalisé – Bpifrance)
- Financer un projet d'investissements contribuant à soutenir l'industrialisation de chaînes de valeur stratégiques pour la transition écologique (Territoires d'industrie en transition écologique ; Ademe)

##### Les prêts

- Financer les dépenses matérielles, immatérielles et l'accroissement du BFR liées à une usine innovante (prêt PNI – Bpifrance)
- Financer l'augmentation de la capacité de production ou le renouvellement des équipements (prêt à moyen ou long terme classique – Bpifrance)

##### Les fonds propres

- Financer l'industrialisation d'une technologie innovante (fonds SPI – Bpifrance)
- Financer l'industrialisation de produits sans technologies de rupture mais avec une différenciation forte (fonds amorçage industriel – Bpifrance)
- Financer un projet d'infrastructure dans le secteur de la transition écologique (Ademe Investissement)

##### Les garanties publiques

- Garantie des projets stratégique

**Les crédits d'impôts**

- Financer le développement de capacités de production dans 4 filières clés de la transition énergétique : batterie, éolien, panneaux solaires, pompes à chaleur (C3IV ; DGFIP)

**3. Financer le développement de son activité industrielle****Les prêts**

- Financer les dépenses d'équipements (crédit-bail mobilier – Bpifrance)
- Conforter sa structure financière dans le cadre d'un investissement (prêt croissance - Bpifrance)
- Financer le développement d'un projet de transition écologique et énergétique (prêt vert – Bpifrance)
- Financer un projet d'énergies renouvelables ou dans le secteur de l'environnement (prêt énergie environnement – Bpifrance)
- Financer des projets ou programmes d'investissement ciblés dans les priorités de la Banque Européenne d'Investissement (financements directs – BEI)

**4. Financer son développement à l'international****Les garanties publiques**

- Sécuriser le financement de son développement international Assurance-Export (Bpifrance)
- Financer des études de faisabilité ou des projets démonstrateurs de technologies vertes et innovantes (Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP) – Direction générale du Trésor)

**5. Sécuriser les investissements de ses financeurs privés**

- Garantir l'investissement des fonds d'investissement (garantie de fonds propres – Bpifrance)
- Garantir un prêt destiné à augmenter son besoin en fonds de roulement dans les phases de conception et développement de nouveaux produits ou services (garantie innovation – Bpifrance)
- Augmenter le nombre de fonds d'investissement à vocation industrielle (fonds national de venture industriel – Bpifrance)

**6. Financer un projet industriel de décarbonation**

- Financer un projet de déploiement de technologies innovantes destinées à réduire les émissions de GES (Innovation Fund – Commission européenne)
- Garantir les projets de décarbonation (Obligation Transition – Etat)









Contacts presse :

**Direction générale des Entreprises** : [presse.dge@finances.gouv.fr](mailto:presse.dge@finances.gouv.fr)-

**Bureau de presse de Bercy** : [presse.bercy@finances.gouv.fr](mailto:presse.bercy@finances.gouv.fr)